

L'Occident collectif n'est PAS fini : comment l'Empire combat son déclin | Nel Bonilla

L'Europe et l'Amérique du Nord sont clairement sur une trajectoire de déclin, mais cela ne signifie pas qu'elles ont renoncé à leurs ambitions de domination mondiale. Il se passe quelque chose de bien plus dangereux. Symposium de l'Université de Kyoto 2026 : « Géopolitique au temps des monstres » Présentation 4 : Nel Bonilla Nel Bonilla remet en question l'hypothèse selon laquelle le déclin occidental mène nécessairement à l'effondrement ou à un ordre multipolaire pacifique. S'appuyant sur Antonio Gramsci, elle examine comment une légitimité affaiblie peut coexister avec la coercition, la survie des institutions et l'entrave aux alternatives. Son analyse de l'État-bunker relie l'austérité, la militarisation et le pouvoir des élites. La discussion du Symposium de Kyoto examine la dépendance européenne, les intérêts concurrents et les forces fragmentées qui s'opposent à l'ordre existant, en se demandant quel langage politique commun, quelle organisation et quelles institutions pourraient rendre possible un véritable changement systémique. Liens de Nel : Worldlines: <https://worldlinesletter.substack.com/> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Introduction et l'époque des monstres de Gramsci 03:06 Autorité, consentement et coercition 08:37 Pourquoi la guerre froide était une exception 15:13 Différentes crises et l'hypothèse de l'effondrement 22:18 Pourquoi un nouvel ordre ne peut pas naître 27:25 L'État-bunker 32:59 Questions-réponses : pouvoir de l'État et dépendance européenne 51:53 Démocratie, capital et organisation politique

#Pascal

Cela étant dit, la prochaine invitée de notre programme est Nell Bonilla. Là encore, elle tient un Substack très éclairant, et elle termine également son doctorat en ce moment. Mais je crois que le sujet dont vous allez nous parler est en fait au cœur de vos recherches : les réseaux d'élites et les relations transatlantiques...

#Nel Bonilla

Oui. Alors, tout d'abord, merci de m'avoir invité. Je suis ravi d'être ici. Et ensuite, je voudrais parler, oui, en fait, de ce qu'on pourrait appeler le transatlantisme, les réseaux d'élites. Mais je voudrais aussi, ou plutôt, commencer par le titre du symposium : « Le temps des monstres ». C'est une paraphrase d'un passage, d'une phrase qu'Antonio Gramsci a écrite dans les Cahiers de prison. Et je veux en parler parce que je pense que beaucoup, beaucoup de gens... enfin, il existe une certaine

manière d'interpréter cette phrase. En gros : l'ancien monde se meurt, le nouveau ne peut pas naître, et dans l'interrègne, dans l'intervalle, apparaissent des symptômes, ou plutôt des monstres. Ou bien, parfois, la phrase est paraphrasée en parlant simplement de monstres.

Et je pense que cette lecture conduit à envisager une sorte d'inéluctabilité historique, à le lire presque comme une prophétie. Et je veux revenir sur ce passage de Gramsci pour montrer qu'il était, en réalité, inscrit dans des interrogations. Il parlait d'une crise d'autorité. Et je veux aussi dire, bien sûr, que je ne nie pas que, si l'on qualifie par exemple le bloc transatlantique dirigé par les États-Unis d'empire, alors il est, à bien des égards et à de nombreux niveaux, en déclin. Il y a là de nombreuses crises, de nature matérielle, mais aussi humaine et idéologique. Et c'est alors qu'on dit : d'accord, la violence organisée accrue que nous observons, ce sont en fait les monstres.

Ils sont un symptôme de décomposition. Et je voudrais avancer, ou plutôt ajouter un argument à cela : il ne s'agit pas seulement de cette idée d'une menace existentielle pour l'empire dirigé par les États-Unis, si on peut l'appeler ainsi. Il s'agit aussi de son adaptation, de sa recherche d'adaptation. Et pourquoi ? En partie parce qu'il a fait éclater les contraintes qu'il avait, par exemple pendant la guerre froide, ainsi que certains vestiges de ces contraintes durant la période qu'on appelle l'unipolarité. Et je veux dire que, justement — et j'y reviendrai en détail plus tard — c'est parce que ces contraintes ont été levées que nous voyons apparaître les prétendus symptômes morbides, ou les monstres. Alors, parlons du passage de Gramsci.

Ce qu'il dit, c'est, comme je l'ai dit, que l'ancien est en train de mourir, que le nouveau ne peut pas naître, et que des symptômes morbides apparaissent. Et dans ce passage plus long, il demande... enfin, ou plutôt, il dit : d'accord, les classes dominantes ont perdu le consensus. Et parce qu'elles ont perdu ce consensus, elles ne dirigent plus vraiment. Elles recourent davantage qu'avant à la coercition, c'est-à-dire à la violence sous toutes ses formes. Voilà pour une partie du passage. Et puis il dit aussi que les masses, ou les masses populaires, ne croient plus vraiment à l'ancien ordre, ni aux idéologies anciennes et traditionnelles. Elles ont perdu cette croyance. Elles sont désormais sceptiques. Il y a aussi un tournant vers le matérialisme.

Et en même temps, les anciens ordres, ou les anciennes idéologies, ne disparaissent pas simplement, comme ça, et puis c'est tout. En même temps, les mêmes acteurs, les mêmes classes dirigeantes américaines aujourd'hui, disent : « Très bien, mais nous utiliserons la force pour compenser le consensus perdu. » « Nous utiliserons la force pour bloquer toute nouvelle grille de lecture du monde qui pourrait menacer notre mode de fonctionnement. » Dans ce cas, puisque nous sommes dans un système capitaliste, il s'agit de l'accumulation sans limite du capital, de l'hyper-exploitation, de l'extraction des ressources, et ainsi de suite. Ensuite, il pose la question : l'ancien ordre peut-il réellement utiliser la force pour empêcher ces nouvelles idéologies de s'imposer ? Et il répond : « Eh bien, la force ne peut pas, au sens absolu, restaurer l'ancienne idéologie. Mais, dans le cadre d'une nouvelle combinaison, elle le peut. »

Et ce qu'il veut dire, je suppose, c'est que, bien sûr, la police ou l'armée ne peuvent pas faire croire à coups de matraque à la population qu'elle doit de nouveau adhérer à l'ancienne idéologie. Dans ce cas, par exemple, à l'idée que les marchés, les marchés ouverts, ou des choses comme ça, apporteront la prospérité. On ne peut pas imposer cela par la force à une population qui connaît une dégradation de ses conditions matérielles. C'est donc un autre aspect de ce passage. Il dit que la force peut, en réalité, entraver et empêcher l'émergence du nouveau, ainsi que son affirmation. Et alors, une nouvelle combinaison apparaît. Mais une nouvelle combinaison de quoi ? De l'ancien ordre. Autrement dit, il ne s'agit pas de chercher à revenir aux anciennes méthodes, mais de trouver de nouvelles façons de gouverner, de dominer, et ainsi de suite.

Et je travaille, ou j'essaie de travailler, sur un concept que j'appelle « l'État-bunker ». C'est une sorte de transformation qualitative de l'État, surtout de ce qu'on pourrait appeler le cœur impérial et ses périphéries, mais pas seulement. C'est une tendance, un développement tendanciel. Mais j'y reviendrai plus en détail tout à l'heure. Avant d'expliquer le concept de crise unique, je voudrais aussi expliquer pourquoi nous percevons et vivons le présent d'une certaine manière. Une manière qui nous conduit ensuite, par exemple, à lire certains passages ou certains concepts à travers le prisme du passé, n'est-ce pas ? Pourquoi, par exemple, voyons-nous des crises en déclin et pensons-nous alors à l'effondrement ? Pourquoi pensons-nous que l'effondrement mènera peut-être automatiquement à l'émancipation, à la libération, ou à un ordre plus pacifique ?

Je ne dis pas que ce n'est pas possible. Je dis simplement qu'il faut réfléchir aux étapes intermédiaires. Alors, en ce sens, pourquoi lisons-nous le présent comme une époque généralisée d'effondrement, d'effondrement possible et de déclin ? Il y a plusieurs crises. Par exemple... euh, pardon... davantage d'austérité, de désindustrialisation, de financiarisation, des opinions plus polarisées, et beaucoup, beaucoup d'autres crises. Il y a aussi différentes manières de percevoir le déclin, bien sûr, dans de nombreux pays. Aux États-Unis et en Europe, par exemple, je pense que nous le voyons davantage, ou de manière plus rapide. Et je dirais que nous concluons alors : d'accord, cela va mener à l'effondrement. Parce que les catégories et les cadres que nous utilisons aujourd'hui, nous tous, se sont formés pendant la guerre froide. Or, pendant la guerre froide, le contexte était très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui.

#Pascal

Petite information, très rapidement. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi nous aider en prenant un abonnement payant, ou acheter quelques-uns de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont juste en dessous. À bientôt là-bas.

#Nel Bonilla

Et qu'est-ce que je veux dire par là ? Je veux dire que, pendant la guerre froide, les élites au pouvoir menées par les États-Unis — les élites transatlantiques aussi, mais surtout celles menées par les États-Unis — ont cherché à faire apparaître le capitalisme comme capable d'apporter davantage de progrès, davantage de paix. Cela ne veut pas dire que la guerre froide a été totalement pacifique. Non, bien sûr que non.

#Nel Bonilla

Mais il y avait une combinaison inhabituelle de retenue et une tentative particulièrement intense de rechercher le consensus des populations dans de nombreux pays. Pas seulement au cœur de l'empire, mais aussi dans des pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, et ainsi de suite. À travers, par exemple, les théories du développementalisme, la théorie de la dépendance, et ainsi de suite. Alors, pourquoi ? Parce que nous avons, d'un côté, l'Union soviétique, le bloc socialiste, les mouvements anticoloniaux, les mouvements de libération. Nous avons aussi des classes ouvrières organisées, ou plus organisées qu'aujourd'hui, de manière plus cohérente et plus massive, par exemple en Europe. Donc, en ce sens, à l'époque, l'État-providence, ou la protection sociale, le bien commun, tout cela apparaissait comme un produit normal de la modernisation, du développement des institutions.

La violence organisée, du moins pour certains, semblait peut-être n'être qu'une externalité de la forme dominante de la modernité : le capitalisme. Et même les organisations internationales semblaient avoir un certain poids, une certaine importance, à l'époque. Mais pourquoi tout cela s'est-il produit ? Pourquoi y avait-il ces contraintes ? On peut dire qu'il y avait aussi davantage d'égalité, à plusieurs niveaux, dans de nombreux pays. Il n'y avait pas les inégalités que nous voyons aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que c'étaient les effets — ou en partie les effets — d'un contre-pouvoir organisé et cohérent, disons. À tel point que, vers la fin des années soixante-dix, dans les élites dirigeantes américaines, par exemple, certains se disaient déjà ouvertement : « Bon, là, il y a en fait trop de démocratie, trop d'égalité. »

Il y a eu, par exemple, ce qu'on appelle le mémorandum Powell, rédigé par un juge nommé Powell. Il a envoyé ce mémorandum à des dirigeants d'entreprise, et ainsi de suite, en disant : « Bon, les gens prennent trop de place. Ils ont trop d'influence sur le gouvernement. Il faut faire quelque chose. » Ils estimaient donc qu'il y avait trop de contraintes sur cette logique, par exemple, d'accumulation du capital, et ainsi de suite. Cela a ensuite conduit, bien sûr, à la montée progressive de la politique néolibérale, ce qu'on appelle aujourd'hui le néolibéralisme. Voilà donc une partie de l'histoire.

Et ce que je ne voulais pas dire par là, c'est qu'aujourd'hui, on confond, en quelque sorte, les effets — les effets de contrainte — qui existaient à l'époque, pendant la guerre froide, avec les réussites de la seule modernisation. Peut-être même, pour certains, avec les réussites du capitalisme. Et ce n'est pas juste. Bien au contraire, aujourd'hui, il y a davantage de violence organisée, exercée par les États-Unis et l'empire transatlantique, parce que cet ancien contre-pouvoir, qui était plus cohérent,

qui avait un langage commun et un horizon commun, a été fragmenté. Ce qui ne veut pas dire, encore une fois, qu'il n'y a aucune résistance aujourd'hui. Ce n'est pas ce que je dis. Je dis qu'elle est plus fragmentée. Donc, évidemment, il ne s'agit pas seulement de dire qu'il y a plus de violence.

Là encore, il s'agit aussi de dire qu'il y a davantage, ou une tentative d'aller vers davantage, d'hyper-exploitation des ressources, et ainsi de suite. Donc, en gros, je dirais que nous lisons le présent à travers les catégories du passé. Par exemple, ce que je veux dire par là, c'est que nous continuons aussi à penser avec des catégories comme la diplomatie, l'endiguement ou la paix. Nous réfléchissons à tout cela et nous nous demandons : d'accord, pourquoi cela a-t-il fonctionné à l'époque et pas aujourd'hui ? Est-ce que cela ne devrait pas fonctionner ainsi ? N'était-ce pas simplement du bon sens ? Donc, en ce sens, j'ajouterais même qu'il ne s'agit pas seulement du fait que nous pensons avec les catégories du passé et que nous les utilisons encore aujourd'hui, alors que la situation est différente. Il y a aussi le fait que nous projetons nos propres expériences, en tant que citoyens, en tant que population, notre logique de la vie quotidienne, de la reproduction sociale, d'une manière ou d'une autre, sur des concepts qui, eux, sont utilisés de façon très différente par les élites du pouvoir américaines et transatlantiques.

Donc, si nous pensons la paix et l'ordre selon nos propres termes, cela signifie, bien sûr, au minimum l'absence de violence. Mais si nous essayons de nous mettre à la place des élites dirigeantes transatlantiques et américaines, avec leur expérience et leur formation, celles du zéro virgule un pour cent le plus haut, alors, pour elles, la paix, l'ordre, et ainsi de suite, ne renvoient pas du tout à l'absence de violence. Il s'agit plutôt de l'accumulation du capital, de l'extraction des ressources, et ainsi de suite, sans difficultés, de manière fluide, si l'on peut dire. J'en viens maintenant à la question du déclin. Qu'est-ce qui est en train de décliner ? D'une part, bien sûr, cette idée d'hégémonie, de consentement, d'une idéologie que beaucoup de gens finissent par considérer comme relevant du bon sens. Cela est en déclin. Et puis il y a aussi le compromis social étendu, cette idée d'un État-providence et tout ce qui va avec. Cela aussi est en déclin.

Et bien sûr, les capacités territoriales, par exemple celles des États-Unis et de l'Europe, déclinent elles aussi d'une certaine manière, tout comme les industries, et ainsi de suite. Il y a donc de nombreux niveaux de déclin. Mais ce que je dirais ici, c'est que ce qui décline aussi, c'est l'idée même, ou la disposition de la population dans son ensemble à croire, par exemple, aux institutions, aux dirigeants politiques, et ainsi de suite. De plus, par exemple, la planification gouvernementale a elle aussi changé d'objectif. Il ne s'agit plus seulement, ou plus du tout, d'essayer de trouver un horizon d'avenir positif, de tenter de planifier d'une manière ou d'une autre pour le bien commun. C'est presque l'inverse. Mais toutes ces crises et toutes ces formes de déclin se produisent, bien sûr, simultanément. En même temps, elles n'avancent pas à la même vitesse.

Et par ailleurs, je dirais que la crise de l'autorité, ici, est assez importante et intéressante. Je vais y revenir dans une minute. Mais je déconseillerais de penser que toutes ces crises vont converger et conduire de nouveau à l'idée que, bon, l'État, les États-Unis, l'Europe, l'Union européenne, et ainsi de suite, vont simplement s'effondrer. Car, d'une certaine manière, il y a bien ces crises. Mais le bloc

dirigeant, les élites au pouvoir, et ainsi de suite, continuent de gouverner, malgré des taux d'approbation aussi faibles. Ils gouvernent. Ils continuent donc d'administrer, de percevoir les impôts, et de faire tout le reste. Ce qu'ils ne peuvent pas faire, en revanche, c'est gouverner par le consentement, par un consentement large. Ils gouvernent autrement. En gros, ils n'ont pas besoin que tout le monde croie avec enthousiasme en leur projet, quelle qu'en soit la nature.

Mais ils doivent tout de même disposer d'au moins certains soutiens, de segments choisis de la population qui, d'une manière ou d'une autre, croient encore à ce qu'ils font ou aux récits qu'ils véhiculent. C'est aussi, par exemple, ce qui se passe dans ces différents pays. On pourrait même dire que le moment actuel est un équilibre de faible consentement. Le consentement est faible, mais il reste tout de même une certaine capacité à gouverner.

Et ce que j'ajouterais aussi, c'est que même si, disons, les États-Unis devaient décliner et se fragmenter demain — juste à titre d'exemple — je soutiendrais quand même que les réseaux créés à de multiples niveaux, qu'ils soient financiers, logistiques, administratifs, et ainsi de suite, survivraient à un tel effondrement. Parce que les élites politiques d'un pays ne sont pas forcément les mêmes que, par exemple, ses élites financières, administratives ou d'autres types d'élites. Elles aussi disposent de ces leviers de pouvoir, qui existent toujours. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas contestés, mais ils existent. Donc, en ce sens, je voudrais aussi dire ceci : pourquoi même un recul du consentement rend-il la violence organisée plus accessible, comme un instrument davantage utilisé par l'empire dirigé par les États-Unis ?

Pourquoi est-ce que ça ne s'effondre pas, tout simplement ? Eh bien, j'aime toujours fonder mon analyse sur de nombreux théoriciens, et ainsi de suite. Mais, pour cette question, je m'appuie sur l'historienne allemande Heide Gerstenberger. Elle a écrit un livre qui s'appelle « Marché et violence ». Elle y développe cette thèse — ou plutôt, elle a étudié cela, bien sûr — selon laquelle le capitalisme, depuis ses origines, n'a en réalité jamais été pacifique. Le capitalisme est toujours lié, de bien des manières, à la violence organisée. Et je ne parle même pas seulement de la violence de la colonisation, du génocide, de l'esclavage, mais aussi du commerce armé, des marchands guerriers, du pillage. Toutes ces choses sont, en réalité, liées au système capitaliste lui-même. Et chaque fois qu'il y a davantage de paix, c'est parce qu'il existe davantage de contraintes.

C'est parce qu'il y a davantage de contraintes, parce que le rapport de forces entre les groupes sociaux le permet, ou rend possibles certaines concessions. Donc, en ce sens, au lieu de considérer la guerre froide comme la norme, nous devrions plutôt penser que la guerre froide était l'anomalie. Et ce que nous vivons aujourd'hui ressemble davantage à ce qui s'est souvent produit, à maintes reprises, dans ce système. Ainsi, lorsque des forces sociales cohérentes, des forces politiquement organisées, s'affaiblissent ou se fragmentent, on voit davantage de violence organisée, la levée des garde-fous. Mais cela ne conduit pas automatiquement à l'effondrement. Par ailleurs, je dirais aussi que je ne porte pas ici un jugement sur la moralité, ou la boussole morale, des dirigeants. Je ne dis pas simplement que ce sont de mauvais dirigeants.

Mais encore une fois, c'est davantage un argument structurel : les forces du système, le système économique, et ainsi de suite, conduisent à ce type de comportement, à ce genre de processus sociaux. Et l'autre chose, c'est : pourquoi est-ce que j'insiste autant sur la cohérence et l'organisation des forces sociales ? Parce que celles-ci, par exemple, rendent aussi la défection possible. Autrement dit, si quelqu'un — un individu, un pays, peu importe — voulait quitter le système actuel tel qu'il est, le système impérial, il pouvait plus ou moins le faire pendant la Guerre froide. Aujourd'hui, c'est un peu plus difficile. L'autre question dont je veux parler, c'est celle que Gramsci se pose dans ce passage : pourquoi le nouveau ne peut-il pas naître ? Parce qu'il est constamment empêché par la force.

Donc, ce n'est pas que nous attendons la naissance d'un nouvel ordre. C'est qu'il est entravé par la force, de manière répétée et délibérée. Et cela veut aussi dire que, si l'on réfléchit à cet usage de la force, il présente en quelque sorte deux caractéristiques. D'un côté, encore une fois, il y a cette idée de la vulnérabilité de toute résistance. Et cela tient notamment — pas uniquement, mais c'est un élément — à l'absence d'une conception commune du monde, de ses phénomènes, et ainsi de suite. Il manque un langage commun. Ou alors, on utilise un langage qui est en réalité celui des États-Unis et des élites du pouvoir transatlantique.

Ce que je veux dire par là, c'est par exemple que le langage qu'on voit, qu'on entend ou qu'on lit aujourd'hui dans les discours et les rapports de politique étrangère de nombreux pays à travers le monde — et je ne parle pas seulement des États-Unis et de l'Europe —, c'est le langage des ressources stratégiques, des chaînes d'approvisionnement envisagées sous un angle stratégique, de la nature stratégique des territoires, des goulets d'étranglement, et ainsi de suite. Tout est donc pensé à travers le prisme de la militarisation, de la guerre. C'est un autre point. S'il existe un langage commun au sein d'un bloc qui résiste et qui est en train de se former, ce langage ne devrait peut-être pas être celui de la cour impériale elle-même. Et puis, il y a aussi une coordination stratégique qui n'existe peut-être pas autant qu'elle existait pendant la guerre froide.

Et cet horizon commun, cet horizon commun qui consiste à dire que c'est une multipolarité pacifique, c'est une description du résultat final, du symptôme. Mais ce n'est pas un horizon commun au sens de dire : d'accord, donc nous devons faire ceci, cela et cela. Voilà les étapes qui mènent à une telle multipolarité pacifique, à un ordre multipolaire. L'autre raison pour laquelle le nouveau ne peut pas naître, c'est aussi l'obstruction active exercée par des forces dominantes. Elles répriment les organisations, criminalisent la dissidence, criminalisent les mouvements naissants. Elles essaient de récupérer et d'intégrer tous les dirigeants, de diviser les groupes qui tentent de contester et de construire quelque chose. Et elles cherchent à rediriger les griefs, les véritables griefs liés à la dégradation matérielle, vers des antagonismes.

Donc, en ce sens, je dirais que ce que Gramsci appelle aussi l'interrègne, ou cet intervalle entre l'ancien ordre qui meurt et le nouveau qui ne peut pas naître, repose sur une entrave organisée, répétée et continue à tout ce qui cherche à émerger. C'est comme une tentative de les empêcher de mettre en commun les ressources et les capacités dont ils disposent. Et cette entrave ne passe pas

seulement par une violence organisée, au sens de la violence militaire, mais aussi par d'autres niveaux. Moi, j'appelle cela une cage à plusieurs niveaux. Mais, au fond, il s'agit d'une architecture financière, technologique, logistique et militaire interconnectée, qui reste encore largement aux mains des élites du pouvoir aux États-Unis et dans l'espace transatlantique. Et à travers cela, les élites du pouvoir américaines tentent, au moins, de gérer la multipolarité.

Ils disent : « D'accord, nous acceptons le fait que la multipolarité existe. Mais nous ferons tout ce qui est encore en notre pouvoir pour empêcher la consolidation des capacités et des forces développées par différents pays, en particulier la Chine, la Russie, et aussi l'Iran. » Et j'ajouterais que cette cage agit aussi à différents niveaux. Il y a donc le niveau mondial. Il s'agit alors d'empêcher la multipolarité de consolider ses infrastructures pour devenir un projet autonome. Il s'agit d'empêcher les pays qui pourraient vouloir rejoindre ces forces plus résistantes de développer leur indépendance financière, technique ou logistique, mais aussi leurs infrastructures, y compris militaires. Et au niveau régional, il s'agit, par exemple, d'empêcher l'Europe de devenir trop autonome. Mais cela concerne aussi d'autres régions du monde. En Amérique latine, par exemple, on voit ces processus à l'œuvre en ce moment même.

Et sur le plan intérieur, il s'agit d'empêcher que des griefs dispersés, liés aux conditions réelles, aux conditions matérielles qui existent aujourd'hui même, ne se rassemblent en un récit commun, en une idée commune : « D'accord, maintenant, nous allons nous organiser contre ça. » Donc, je dis que c'est, en quelque sorte, l'idée qui sous-tend les leviers de pouvoir dont disposent encore les États-Unis et le cœur transatlantique. Je ne dis pas qu'ils réussiront, ni qu'ils réussissent déjà. Dans ce sens, je voudrais maintenant présenter un peu mon concept, que j'appelle « l'État-bunker », et qui est encore en cours d'élaboration. Car l'État-bunker, je dirais, représente d'une certaine manière cette nouvelle combinaison, au sens de Gramsci. Et en quoi consiste-t-elle ? Eh bien, il s'agit surtout de la transformation qualitative de l'État, principalement au sein du cœur dirigé par les États-Unis et du bloc transatlantique, mais pas uniquement. Et en quel sens est-ce une transformation ?

Eh bien, c'est une transformation. Pas au sens où il s'agirait d'instaurer une dictature militaire ou quelque chose de ce genre. Il s'agit d'une nouvelle combinaison de caractéristiques. Par exemple, l'État continue, d'une certaine manière, à fournir des biens publics. Mais l'accent est de plus en plus mis sur l'austérité, sur la discipline budgétaire et, bien sûr, sur le discours sécuritaire, sur la nécessité de se défendre. Qu'on y croie ou non, cela s'inscrit, d'une certaine façon, dans un processus de compétition géopolitique. Et puis, la population elle-même, les citoyens, ne sont plus considérés comme des sujets capables, qui ont des droits et qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, influencer leur avenir collectif. Ils sont plutôt vus comme des objets de sécurité, comme des ressources, des vulnérabilités, voire comme des virus. Comme des objets qu'il faut gérer en cette période de guerre hybride.

Et j'ajouterais aussi que cela concerne la subordination du niveau de la planification. Par là, j'entends que la planification urbaine et régionale, telle que nous la connaissons dans le domaine civil, est subordonnée à cette idée de guerre hybride, à cette idée de gestion, disons, de la multipolarité. C'

est donc le concept même d'État-bunker. Et j'ajouterais ici que l'Europe, ou les différents pays européens, constituent en quelque sorte un point de condensation, un lieu de cristallisation, où beaucoup de ces transformations deviennent très visibles. D'un côté, bien sûr, il y a ce qu'on appelle l'OTAN trois point zéro, avec des pays européens de plus en plus militarisés. Mais, en même temps, ils sont reliés aux structures de commandement et de contrôle de l'armée américaine, notamment par la technologie, par la construction d'infrastructures, et ainsi de suite.

Et d'un autre côté, il y a toutes ces mobilisations, que certains d'entre vous ont peut-être remarquées, en France, en Espagne, au Portugal, en Belgique. Elles portent souvent précisément sur la dégradation matérielle des conditions de vie, sous différents aspects : le logement, l'éducation, la rémunération des travailleurs, et ainsi de suite. Donc, les nécessités existentielles sont bien là. Mais aujourd'hui, je dirais qu'il ne s'agit pas seulement de constater qu'il y a des mobilisations et qu'elles ont lieu. Est-ce qu'elles créent de la solidarité ? Est-ce qu'il y a un écho transfrontalier ? Est-ce qu'il y a une tentative de construire, on pourrait même dire, un bloc historique européen ? Est-ce que cela se produit ? Et si oui, alors je dirais que cela serait très certainement considéré comme une menace par les États-Unis et les élites dirigeantes européennes.

Donc, pour conclure, je dirais que Gramsci ne disait pas simplement : bon, d'accord, l'ancien doit disparaître, puis le nouveau arrivera. Il inscrivait vraiment cette affirmation dans un ensemble de questions, comme celles-ci : est-ce que la force peut empêcher la naissance du nouveau ? Et est-ce que la crise actuelle produira une restauration de l'ancien, ou bien une nouvelle combinaison ? Et je dirais que l'issue — et lui aussi le disait dans ce passage — reste ouverte, reste incertaine. Le nouveau naît, je dirais, chaque fois et partout où les gens cessent de se vivre comme des objets isolés de l'histoire et commencent à agir comme des sujets politiques. Là où ils construisent un horizon commun, un langage commun, et lui donnent une forme organisationnelle et institutionnelle.

Ces projets, ces mouvements peuvent être vaincus ici ou là. Mais s'ils parviennent à survivre en préservant certaines de leurs structures institutionnelles, leur langage, alors il reste de l'espoir. Je dirais donc que la tâche consiste à construire et à préserver toutes ces relations sociales, ces organisations, cet horizon commun et ce langage. Il faut préserver les institutions qui finiront par remplacer l'ancien ordre, ou l'ordre combiné, lorsqu'un tel effondrement se produira. Nous espérons donc que l'ancien ordre disparaîtra et s'effondrera. Mais je dirais qu'il nous faut un espoir organisé, pour construire toutes ces relations, afin de pouvoir survivre assez longtemps pour remplacer l'ancien ordre. Merci.

#Pascal

Merci. Merci beaucoup. Et avant de donner la parole à la salle, j'aimerais vous poser une question. Vous avez développé un concept très intéressant, celui de l'État-bunker. Il est étroitement lié à ce que, dans ce débat, on appelle généralement la sécuritisation, et à la manière dont la société est sécurisée. Pouvez-vous nous dire quelques mots sur la façon dont vous percevez ce changement, ce basculement qualitatif qui est en cours, en particulier au sein des milieux de l'OTAN ? On passe d'

une vision où tout est simplement perçu comme une menace, à une vision où la population elle-même est considérée comme menacée, comme étant sous attaque hybride, et comme devant être défendue. Car je pense que c'est un concept que vous avez développé et qui est vraiment très précieux.

#Nel Bonilla

L'une des caractéristiques de ce changement qualitatif, c'est, oui, je dirais, ce type de sécurisation. Mais pourquoi ? D'une part, c'est tout simplement lié aux pressions de l'accumulation du capital. Si nous avons déjà tout industrialisé et financiarisé, alors passer par la technologie, liée aux tâches administratives, à la surveillance, mais aussi à la militarisation elle-même, constitue une voie pour tenter de résoudre cette crise. Et quand je parle de crise, je ne veux pas dire : « Ah, ils vont créer des emplois ou consacrer aux aides sociales l'argent généré par ces évolutions. » Non. Il s'agit simplement d'utiliser cela comme un moyen de corriger, autant que possible, les contradictions. C'est un premier point.

Et l'autre élément, bien sûr, c'est que, oui, ils ont accepté la multipolarité comme un fait. Je veux dire, les stratèges américains, les planificateurs militaires et ainsi de suite le disent dans leurs rapports : oui, c'est un monde multipolaire, nous y sommes déjà. Mais ils veulent le gérer à leur image, à leur manière, et plus précisément empêcher l'émergence d'un nouvel ordre potentiel. Non pas parce qu'il n'existe pas déjà, mais parce qu'ils veulent l'empêcher. Ils doivent donc aussi convertir toute la société à la militarisation, orienter les objectifs publics vers des finalités militaires. Et puis, encore une fois, parce qu'il manque des forces sociales capables de les freiner au sein de ces pays de l'OTAN, par exemple. Là encore, on voit des signes de protestation et ainsi de suite. Mais il faudra voir si ces mouvements parviennent à se consolider. Par exemple, pour comprendre que la dégradation matérielle que nous observons est aussi liée à la réorientation des infrastructures et d'autres ressources vers des objectifs militaires.

#Pascal

Merci. Alors, commençons par le fond de la salle, puis David.

#Speaker 1

Merci beaucoup. Peut-être que je comprends mal, mais cet État-bunker, ce n'est pas simplement de la sécurisation. J'ai l'impression que c'est une combinaison d'austérité et de sécurisation, où les mesures d'austérité vident certaines parties de l'État de leur substance et le rendent plus dépendant, tout en le maintenant fort dans un domaine précis. Si c'est bien le cas, il semble que la Pologne, les États baltes et l'Allemagne s'inscrivent peut-être dans cette logique. Mais en Europe, la France semble peut-être s'en éloigner un peu, en recherchant davantage d'autonomie militaire et même, peut-être, en cherchant à déplacer l'orientation stratégique du flanc oriental vers la Méditerranée.

Je me demande donc si, selon vous, il existe une fracture en Europe quant aux réponses à cette pression visant à instaurer une mentalité de bunker, qui vient de l'OTAN et des États-Unis. Et puis, concernant l'Asie de l'Est, ces derniers temps, il y a eu beaucoup de pressions pour intégrer plus étroitement le Japon dans le cadre de l'OTAN, notamment dans le domaine de l'industrialisation de la défense. L'an dernier, ils ont mis en place, ou cherchent à adopter, des normes communes entre la production de défense japonaise et celle de l'OTAN. Le Japon envoie aussi des représentants auprès de l'OTAN et, même au siège pour l'Ukraine, il y a désormais des membres de la JTAI. Oui, mais évidemment, le Japon et la Corée du Sud sont un peu en retard sur les États européens en ce qui concerne cette mentalité de bunker. Les voyez-vous évoluer dans cette direction ? Et, selon vous, combien de temps faudrait-il pour qu'un tel changement se produise dans les pays d'Asie de l'Est et qu'ils suivent le modèle européen ?

#Nel Bonilla

D'accord. Sur cette idée qu'on voit des divisions en Europe, par exemple avec l'Espagne, puis les pays baltes et l'Allemagne, je dirais qu'il y a plusieurs niveaux. Il y a d'abord le niveau politique, n'est-ce pas ? Celui qui consiste à dire — et peut-être même à vouloir sincèrement — rompre avec l'OTAN, avec ces structures militarisées et ces interdépendances. Mais en même temps, on peut aussi parler d'une crainte. Les pays de l'OTAN ont déjà été intégrés à la structure de commandement, aux infrastructures, aux cycles de planification, ainsi qu'aux interdépendances technologiques et logicielles. Donc, même s'ils disent non, même s'ils veulent s'en détacher, disons qu'ils le fassent. Ils laisseraient alors leur armée dans un état où elle ne pourrait plus fonctionner comme la plupart des armées fonctionnent aujourd'hui. Car, pour ainsi dire, tout l'aspect technologique ne serait plus utilisable.

Donc, je dis qu'une telle rupture pourrait avoir lieu, et j'espère qu'il en sortira quelque chose. Mais les interdépendances, matérielles comme idéologiques, qui se sont créées au fil des décennies — et, je dirais, de plus en plus au cours des trente dernières années... Enfin, même la France ne faisait pas partie des structures de commandement de l'OTAN, puis elle les a réintégrées. Donc voilà, ce processus est en cours depuis longtemps. Et s'en détacher sera très, extrêmement difficile. Sans parler du fait que, bien sûr, les États-Unis et les élites du pouvoir transatlantique qui croient en ce projet — ou qui, du moins, croient cyniquement à l'accumulation toujours plus grande de... peu importe quoi — chercheront évidemment aussi à entraver une telle rupture, s'il y a une véritable tentative en ce sens.

Ensuite, sur la deuxième question : d'accord, à quel horizon est-ce que je situe cela ? Eh bien, je dirais ce que j'ai aussi dit à propos de cette question : est-ce que quelque chose de nouveau peut naître, et ainsi de suite ? Tout dépend du rapport de forces sociales. S'il existe des, disons, contre-pouvoirs, des mouvements contre-hégémoniques... Je dois dire que je ne connais pas assez bien l'Asie du Sud-Est pour affirmer : d'accord, cela arrivera certainement, ou bien cela n'arrivera pas, ou

cela prendra cinq ou dix ans, ou peut-être que cela n'arrivera jamais. Mais c'est toujours une question d'analyse de ces forces sociales, de ces groupes sociaux, des mouvements potentiels contre la militarisation, contre l'intégration à l'OTAN, et ainsi de suite.

#Speaker 2

D'accord. Vous savez, une interprétation... Je devrais utiliser le micro ? Bon, très bien. Une interprétation, je suppose, des motivations européennes à mener, pour l'essentiel, une politique de guerre contre les Russes, c'est que cela résout pour eux plusieurs problèmes. Ou du moins, qu'ils ont l'impression que cela les résout. Je ne sais pas si c'est vraiment le cas. C'est une autre question. L'idée, c'est que, sur le plan économique, l'Europe souffre de stagnation, de faibles taux de croissance, d'une faible productivité, et d'un mécontentement social croissant qui en découle. Et que le keynésianisme militaire viendra à la rescousse. Que ce sera leur salut.

Il y a eu un article, je crois, il y a une ou deux semaines, dans le Financial Times, sur le fait que les constructeurs automobiles européens voient dans la production militaire un moyen potentiel de sortir de leur situation. Vous savez, au niveau des élites, il y a peut-être la perspective de profits. Et, à grande échelle, peut-être une alternative à l'austérité, ce genre de choses. Pour moi, cela ressemble évidemment à un mirage, et pour toutes sortes de raisons très évidentes. Mais il semble que cette idée exerce une certaine influence, à la fois sur les élites européennes et sur l'opinion publique. Je ne sais pas. Qu'en pensez-vous comme motivation ? Autrement dit, ce mirage d'un keynésianisme militaire comme motivation pour poursuivre la guerre ?

#Nel Bonilla

Eh bien, je dirais que c'est en partie parce qu'au bout du compte, il est difficile de vraiment cerner la perception et l'opinion réelles des classes dirigeantes, des élites politiques, et ainsi de suite. Mais je dirais aussi que certains pensent sans doute que le keynésianisme militaire résoudrait le ralentissement, le déclin sur les plans économique et industriel, et ainsi de suite. D'un autre côté, je pense que ceux qui n'y croient pas, mais qui le font quand même, le font d'une part parce qu'il s'agit, eh bien, d'augmenter les profits d'une certaine manière. Parce qu'ils sont déjà, là encore, dans cette interdépendance avec l'appareil sécuritaire américain, et ainsi de suite. Pour cette partie-là, je pense qu'ils sont plus cyniques, peut-être plus réalistes, et qu'ils se disent : oui, on va le faire. Peu importe que cela ne résolve pas réellement le problème de l'industrialisation et n'apporte aucune amélioration du niveau de vie. Donc je pense qu'il y a clairement, ou du moins selon moi, des positions différentes parmi les classes dirigeantes. Mais encore une fois, qui sait exactement ce que pense chacun ?

#Speaker 3

Oui, merci pour cette présentation vraiment intéressante, et pour cette analyse très complexe. Mais ma question est peut-être très simple : quelle est la cause de la crise organique que vous décrivez ?

Je veux dire, vous utilisez la notion gramscienne de crise organique. Dans votre analyse, quelle est la cause de cette crise ? Hum, hum.

#Nel Bonilla

Oui, la cause de la crise. Dans mon analyse, dans ma perception et dans mes recherches, ce que je considère comme la cause de ces différentes crises, c'est précisément cela. Plus précisément, après la chute de l'Union soviétique, puis tout au long des années quatre-vingt-dix, notamment avec la guerre contre la Yougoslavie, sa fragmentation, et d'autres guerres de ce type, tout cela visait, au fond, à détruire, à fragmenter toute forme de résistance et les vestiges de ce passé, pour l'avenir.

Et je ne dis pas que ça a réussi à cent pour cent. Mais il y a eu une certaine réussite. Les capitalistes, appelons-les comme ça, les élites du pouvoir aux États-Unis et dans l'espace transatlantique, se sont alors dit : d'accord, il n'y aura en fait aucune résistance à une violence plus organisée, à une hyperexploitation accrue, à l'extraction des ressources, au pillage, à la piraterie, et ainsi de suite. Donc, je dirais que c'est une des causes. Et l'autre, je dirais même que le développement technologique lui-même a peut-être aussi créé de nouvelles formes d'interdépendance. Donc oui, je dirais que ce sont certaines des causes de ces différentes crises, pas les seules, mais certaines d'entre elles.

#Speaker 4

Oui, merci. C'est très intéressant, et cela renvoie à cette idée d'un avenir perdu, d'un horizon d'espoir perdu pour l'Occident collectif, l'Occident moderne collectif, l'Occident d'après-guerre, en un sens. Donc, pour donner simplement mon point de vue, il y a l'impression que l'utopie séculière s'est, en quelque sorte, effondrée. On parle d'une forme de crise existentielle, parce qu'il n'y a plus vraiment d'avenir collectif vers lequel se tourner avec espoir. Si je vous lis bien, cela crée une sorte de vide, dans lequel il n'existe plus de vision du monde unifiée. Et, dans ce contexte, on pourrait peut-être dire que le discours sur la sécurisation apparaît comme une sorte de solution provisoire, sur fond de récit d'un effondrement imminent. Cela me paraît tout à fait cohérent. Pensez-vous que cette lecture soit raisonnable ? Et, si oui, est-ce en partie un problème théologique, au sens large ?

#Nel Bonilla

Donc, si je comprends bien votre question, vous demandez si ce sentiment d'effondrement crée un récit plus sécularisé — c'est ce que je disais — ou un vide ?

#Speaker 4

C'est plutôt l'effondrement de l'horizon séculier de l'espoir et de l'avenir qui crée un vide, dans lequel cette sécurisation apparaît comme une solution existentielle.

#Nel Bonilla

Ah, d'accord, d'accord. Oui, c'est une bonne question. Je dirais que oui, en partie, bien sûr. Dès lors qu'un horizon cohérent, organisé et de grande ampleur, s'effondre — qu'il soit sécularisé ou d'une autre nature, fondé sur le bien commun, sur une planification positive, sur une perspective positive — ou qu'il devient plus fragmenté, plus faible, ou, enfin, quel que soit l'adjectif qu'on pourrait employer pour le décrire... Dès que cela se produit, alors oui, il y aura au moins un sentiment d'incrédulité, peut-être un sentiment de scepticisme vis-à-vis de l'ordre actuel. Et y a-t-il une tentative de sécurisation ou de militarisation pour combler ce vide ?

Je dirais, là encore, en partie. Et pourquoi est-ce que je dis « en partie » ? Parce qu'il existe différents récits. L'un d'eux, par exemple, est celui qui est actuellement très populaire auprès des dirigeants politiques de nombreux pays européens : l'idée d'une menace extérieure. La Russie, la Chine, et cetera, seraient cette menace extérieure. Et c'est pour cela qu'il faudrait se militariser. C'est donc un récit qui cherche à combler ce vide. Et je pense qu'il pourrait y en avoir un autre, dans certains endroits. Je ne dis pas qu'il est très fort, mais je vois qu'il en existe les prémices.

Il y a ce récit ethno-nationaliste, selon lequel, pour restaurer la civilisation occidentale, il faut la renouveler par la militarisation. Cela apporterait de la cohésion sociale, et ainsi de suite. Donc, je pense qu'il y a ces deux récits. Et, en même temps, mes recherches me font penser qu'il est aussi possible que, dans une large mesure, ils ne cherchent pas à obtenir l'adhésion de l'ensemble de la population, mais seulement de certaines parties. Et si ces personnes sont radicalisées, par exemple, et polarisées, tant mieux. Si d'autres groupes sont apathiques, sceptiques, isolés, seuls, et ainsi de suite, alors c'est très bien aussi, tant qu'ils ne se regroupent pas et n'essaient pas de s'organiser.

#Speaker 5

Je rebondis, je crois, sur la question de Rashida à propos de cette dimension du travail dans tout ça. Voilà comment je le comprends. D'abord, je pense que ce que dit Gramsci — « l'ancien ne peut pas mourir, le nouveau ne peut pas naître » — c'est, au fond, ce qu'on entend déjà chez Hegel : quelque chose doit mourir pour qu'autre chose puisse naître. Ou chez Peter Schumpeter : la destruction créatrice. Donc, à chaque crise, quoi qu'il arrive, quelque chose doit disparaître. Mais je pense qu'il y a, dans l'humanité, quelque chose qui fait que nous n'acceptons pas de laisser les États disparaître, alors même que nous en faisons l'expérience en permanence. Je veux dire, si vous regardez un atlas, un atlas scolaire, vous changez les frontières et les États de temps en temps. Mais malgré tout, les gens... Vous savez, comme Fritz Stern, dans « Les cinq Allemagnes que j'ai connues ». Vous avez une personne qui passe par cinq pays différents, mais qui reste la même personne. Donc, cette idée de laisser les États disparaître... Et je pense que nous sommes confrontés à cette expérience.

Pour moi, vous savez, je suis presque certain que la République française ne survivra pas. Nous aurons Jean-Marie Le Pen à la prochaine élection. Je suis presque certain que la République fédérale est profondément divisée entre l'Est et l'Ouest, l'ancienne RDA, et tout ça. Mais ce que nous ne

regardons pas, et là je rejoins Rashida, c'est le fondement économique, en quelque sorte, de cette disparition des États. Ce que je veux dire, c'est que, quand vous parliez, je me suis souvenu d'Acemoglu disant : « Les origines économiques du totalitarisme. » Et l'origine économique, au fond, c'est quand le rapport entre le capital et le travail n'est plus préservé. À ce moment-là, le capital décide, en gros, si vous avez une démocratie ou non. Et donc, Acemoglu soutient que la démocratie n'a été qu'une phase limitée de l'Histoire, à l'époque où la relation entre travail et capital tenait encore, et où la démocratie coûtait en réalité moins cher que le contrôle.

Mais avec toute cette histoire de téléphones portables, de Peter Thiel et tout le reste, nous abandonnons volontairement notre liberté. Le contrôle ne coûte pratiquement rien, il est très, très bon marché. Nous achetons tous un iPhone, et nous sommes contrôlés. Donc, le rapport entre le capital et le travail est brisé. Et le capital décide alors d'exercer une forme de pouvoir autoritaire. Aujourd'hui, cela prend une forme beaucoup plus sublimée, parce qu'ils ont appris que s'ils faisaient comme dans les années trente, ça ne marcherait pas. Alors ils s'y prennent de façon bien plus intelligente. Je pense donc qu'ils suivent une courbe d'apprentissage. Et je pense que tant que nous n'aurons pas décidé — et c'est ma question, pardon d'avoir été si long — nous parlons de géopolitique à l'époque des monstres, mais les véritables monstres semblent être ailleurs. Nous ne savons même plus ce qu'est le travail, à l'époque des imprimantes trois D.

Nous ne savons plus ce qu'est le savoir à l'époque de l'intelligence artificielle. Tant que nous n'avons pas... parce que vous avez dit que, dans ce moment d'effondrement institutionnel que nous traversons, il reste encore le réseau des gens, et que celui-ci survivra. La société n'aurait donc plus qu'à se reconstituer dans un ordre institutionnel différent. Mais si nous vivons maintenant une période instable, où la société elle-même se désagrège, où l'intelligence artificielle s'approprie notre savoir, où nous ne savons plus ce qu'est le travail ni la production, et si nous savons, depuis Marx, que la robotique ne peut pas créer de valeur ajoutée, alors je pense que nous sommes dans une spirale encore plus profonde. Cela nous aide à comprendre pourquoi le nouveau ne peut pas advenir. Et qu'il s'agit beaucoup plus de reconstruire des États plus sociaux ou plus économiques. Vous voyez ce que je veux dire ? D'accord. Désolé. Bon retour.

#Nel Bonilla

Oui, oui, je comprends. Et je pense que c'est en partie ce que j'essayais de dire quand j'ai affirmé que les États du monde entier, ou les pays du monde entier, ainsi que leurs appareils de politique étrangère, adoptent le langage, disons, impérial. Le langage militarisé, pour ainsi dire. Ils voient tout à travers des considérations de sécurité, de stratégie, ou encore des termes stratégiques, opérationnels et militaires. Parce que si tous les pays, ou presque tous les pays sur Terre, essaient d'adopter le même langage, cela veut dire qu'ils adoptent aussi les cadres à travers lesquels ils perçoivent, disons, la réalité. Et ce que je veux dire par là... Prenons un exemple : l'intelligence artificielle. On se dit : d'accord, vous avez peut-être raison. Il faut comprendre les mots, les phénomènes sociaux, et leur donner, peut-être, le terme approprié.

Ça peut paraître bizarre, mais suivez-moi. Prenons l'intelligence artificielle. Ce que nous appelons l'intelligence artificielle, nous le voyons comme une entité extérieure, comme une technologie presque étrangère, qui pourrait nous dépasser, peut-être nous contrôler, et ainsi de suite. Mais si... Et bien sûr, changer un nom ne résout pas tout, mais c'est un pas. Et si nous l'appelions « intelligence collective » ? Cela rendrait visible le fait que l'intelligence qui y entre, y compris dans la création du code, dans toute son infrastructure, tout cela vient en réalité du collectif. De chacun et chacune d'entre nous, de tout le monde. C'est l'extraction de connaissances, et ainsi de suite, de manière collective. Et là, nous pourrions dire : d'accord, l'intelligence collective, nous pouvons réellement l'utiliser pour le bien commun, pour un horizon positif.

C'est pour cela que je réfléchis à cette idée d'un horizon commun, d'une organisation politique, et ainsi de suite, et à la création d'un nouveau langage. Je ne parle pas d'une langue comme l'allemand, le français ou le japonais, mais d'un langage politique commun. Parce que cela nous permettrait de comprendre les différents phénomènes sociaux d'une manière qui nous permettrait ensuite de dire : d'accord, peut-être qu'on peut utiliser cela autrement, peut-être qu'on peut faire les choses différemment. Voilà donc un ou deux points que je voulais soulever. Et sur l'autre point, l'idée que l'État n'est plus tellement important, ou qu'il est rendu secondaire par ces élites du pouvoir, américaines et transatlantiques, je dirais que oui.

C'est exactement ce que, par exemple, j'ai oublié de mentionner. Mais l'une des transformations qualitatives de l'État, dans cette idée que j'appelle celle d'un État en faillite, tient aussi au fait que chaque pays, chaque entité territoriale que nous appelons alors un État, n'est plus réellement considéré comme un État par, disons, la cour impériale ou les élites au pouvoir. Il est plutôt vu comme un territoire spécifique, avec des fonctions spécifiques, ou plus stratégiques, notamment des fonctions militaires stratégiques. Et alors, cette idée de souveraineté, d'indépendance, d'autonomie, et ainsi de suite, se retrouve enterrée, ou absorbée, sous cette idée de militarisation, de menaces, et ainsi de suite.

#Speaker 6

Merci. J'ai vraiment beaucoup apprécié votre présentation. Je viens même de m'abonner à votre Substack, donc vous aurez quelque chose comme huit mille un abonnés. Manifestement, il y a quelque chose qui m'échappe avec tout le monde sur YouTube et Substack, alors j'ai hâte de suivre davantage votre travail. Mais j'ai deux questions. L'une est internationale, l'autre concerne la politique intérieure. Pour la première, dans la manière dont vous décrivez votre vision du monde, vous voyez les États européens devenir de plus en plus subordonnés à l'architecture américaine, c'est bien ça ? Mais comment prenez-vous alors en compte la capacité d'action de certains alliés européens qui cherchent, eux, une intégration plus poussée avec les États-Unis, parce qu'ils estiment que cela sert leurs propres intérêts de sécurité ? Je pense surtout ici aux pays du flanc est de l'OTAN.

Donc, la question est la suivante : dans votre cadre d'analyse, la dépendance et la capacité d'action stratégique des alliés peuvent-elles coexister, plutôt que de n'avoir que l'une ou l'autre ? C'est la

question internationale. Ensuite, j'ai une question intérieure. Vous êtes également critique à l'égard de l'évolution vers une résilience de l'ensemble de la société et de l'idée d'un nouveau contrat social, parce que l'argument est que cela transforme les citoyens en objets de la sécurité nationale. Alors, où placeriez-vous la frontière entre cela et une préparation démocratique plus légitime ? Existe-t-il une forme de résilience sociétale qui ne produise pas un État bunker ? Où se situe cette frontière ? Et je pense que c'est une question assez intéressante, y compris ici, au Japon, où il existe une forte préparation et résilience de la société, liée non seulement à ce que le pays fait à l'extérieur, mais aussi aux risques naturels présents ici. Merci. D'accord. D'accord.

#Speaker 7

Alors, la première question que je dois vous poser...

#Nel Bonilla

D'accord, question suivante. Oui, maintenant, je me souviens. Désolé, j'ai eu un moment de blanc. Donc oui, la première question : est-ce que la capacité d'agir et la dépendance peuvent, peut-être, converger, coexister ? Ou même : est-ce qu'il existe une capacité d'agir au sein d'une structure de dépendance ? Est-elle présente ? Je dirais que oui, avec quelques réserves. En ce sens que, lorsque nous observons ou évoquons des pays, des États, des gouvernements, et ainsi de suite, nous devons toujours faire la distinction entre les élites politiques, les élites au pouvoir, les élites économiques, et cetera, et les populations. Puis, au sein même de la population, entre les différents groupes sociaux, et ainsi de suite.

Donc, par exemple, il se peut tout à fait que, dans certains pays, peut-être par exemple dans les États baltes, il y ait réellement cette conviction, cette conviction sincère, qu'ils ont besoin de l'OTAN pour leur propre sécurité, parce que l'autre, comme la Russie par exemple, représente une menace sérieuse pour eux. Donc, je dirais que oui, ces deux choses peuvent coexister. Car dès lors qu'ils disent : « Oui, nous voulons être dans l'OTAN », et tout ce qui va avec, ils adhèrent évidemment à tous les processus, à tout type de processus, qui les rendront de plus en plus dépendants et liés à l'OTAN, et finalement aussi à l'appareil américain de sécurité, de technologie, et ainsi de suite. Donc, je dirais que oui. Et puis je dirais que cela dépend toujours, en quelque sorte, de la trajectoire historique de chaque région et de chaque pays, où une telle chose peut ensuite se produire, et ainsi de suite.

Et puis, sur l'autre question, celle de la résilience à l'échelle nationale, je dirais oui, oui, bien sûr. Il peut y avoir une résilience qui ne relève pas de la logique de l'État-bunker, comme vous le dites, par exemple la préparation aux catastrophes naturelles ou même à des choses comme des invasions étrangères. Oui, là, je pense qu'on peut réellement parler de résilience, lorsque l'idée est de protéger la population dans son ensemble, les civils dans leur ensemble, d'une manière ou d'une autre. Et je veux dire que, par exemple, dans l'État-bunker, la résilience ne vise pas à protéger. Il s'agit d'utiliser les gens comme des atouts, comme des ressources, ou bien, s'ils sont dissidents ou autre, de les

exclure. C'est donc un type de résilience très différent de celui dont ils parlent. Mais oui, bien sûr, il peut y avoir de la résilience, tant qu'elle est orientée vers le bien commun, vers la protection des personnes, pour leur existence même, pour ainsi dire.

#Pascal

Et je voudrais ajouter une chose. Quand il s'agit de ces concepts communs, je trouve intéressant que nous venions, nous aussi, de repenser la manière dont nous nous définissons. Vous vous souvenez ? Pendant très longtemps, nous parlions de l'après-guerre froide. Et avez-vous remarqué que nous ne parlons plus de l'après-guerre froide ? Nous sommes après l'après-guerre froide. J'ai toujours pensé que l'expression « après-guerre froide » ne s'imposerait pas, parce que tout ce qui est « après » se définit, par nature, en opposition à autre chose. Et, apparemment, je crois que nous le ressentons tous intuitivement : nous sommes dans une nouvelle époque. Mais, encore une fois, quelle est-elle ? Et de quelle manière est-elle née ? L'après-guerre froide est terminé. Cette période, ces trente années, nous avons désormais tendance à l'appeler le moment unipolaire. Ce qui est intéressant aussi, parce que cela nous indique, bien sûr implicitement, ce à quoi elle s'oppose, n'est-ce pas ? Au moment multipolaire. Eh bien, merci beaucoup, Nele.